

Annexe C :
Procédures de consultation réglementaire et d'information sur les propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale

1) Types de consultation réglementaire et d'information à conduire sur les propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale :

En application de l'article R. 414-3 point II du code de l'environnement, le préfet maritime recueille l'accord du commandant de zone maritime sur les périmètres proposés pour les propositions de sites Natura 2000 (Fiche 2 : Formulaire de consultation réglementaire du commandant de zone maritime dans le cadre de la procédure de désignation de sites Natura 2000).

De plus, bien que cela ne soit pas prévu réglementairement, afin d'assurer une bonne information sur ces propositions de sites Natura 2000, et d'obtenir la meilleure adhésion des acteurs locaux, il est recommandé d'informer :

- les conseils scientifiques régionaux du patrimoine naturel (CSRPN) concernés,
- les commissions administratives de façades (CAF), les conseils maritimes de façades (CMF) et la conférence régionale de la mer et du littoral de Bretagne (CRML),
- les départements et les régions littoraux concernés,
- le cas échéant les communes et établissements publics de coopération intercommunale littoraux concernés (c'est-à-dire ceux qui hébergent un grand port maritime et/ou un port de pêche concerné par ces propositions de sites Natura 2000),
- les conseils de gestion des parcs naturels marins (PNM) concernés et les conseils d'administration des parcs nationaux (PN) concernés,
- les comités des pêches régionaux concernés (CRPMEM),
- tout autre acteur concerné par la démarche d'extension du réseau Natura 2000 au-delà de la mer territoriale.

En application de l'article L. 120-1 du code de l'environnement, le ministère en charge de l'environnement réalisera les consultations du public au titre de la charte de l'environnement sur les propositions d'arrêtés de désignation des ZSC et ZPS. Le préfet maritime n'a donc pas à organiser ce type de consultation.

Le MEEM, en lien avec le MAEDI et avec l'appui de l'AAMP, réalisera également l'information des Etats-membres concernés et des Conseils consultatifs régionaux des pêches concernés mis en place dans le cadre de la Politique commune de la pêche sur les propositions de sites Natura 2000 transmises par les préfets maritimes.

2) Contenu du dossier de consultation réglementaire sur les propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale :

Le dossier de consultation réglementaire sur les propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale comprend les pièces suivantes :

- une carte du périmètre du site proposé avec sa dénomination, son code de référence et l'intitulé « Périmètre de consultation réglementaire ». Ce périmètre doit être d'emblée clairement identifiable sur un fond cartographique lisible avec une légende permettant une bonne lecture des repères figurant sur la carte. Il doit coïncider, dans la mesure du possible, avec des repères précis et simples en mer (coordonnées WGS 84 ou GPS, iso-

bathes avec le numéro de la carte martine et sa date d'édition...). Les cartes marines officielles produites par le service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM) sont utilisées. L'échelle du fond cartographique est laissée à l'appréciation du service instructeur. Toutefois, elle sera dans tous les cas à l'échelle la plus précise possible permettant une bonne lisibilité du contour du site. Le format utilisé pour l'impression doit se limiter au A4 ou A3. En outre, si la carte ne permet pas de localiser le site par rapport à des repères connus (îles, côte), il peut être utile d'ajouter au dossier un plan de situation à une échelle plus petite. Le périmètre du site envisagé doit apparaître sans ambiguïté sous forme d'un trait lisible, complété, le cas échéant, par une couleur ou une trame indiquant le site, sans masquer le fond de carte ;

- des éléments d'information et de présentation du site, établis sur la base des rapports du MNHN, comportant notamment :
 - des précisions sur les insuffisances identifiées par les experts dans le réseau actuel qui justifient de compléter ce réseau par le site proposé ;
 - la liste des noms vernaculaires et scientifiques des espèces d'oiseaux (pour les propositions de zone de protection spéciale), des habitats et espèces animales (pour les propositions de sites d'importance communautaire), qui motivent la proposition, et leur intérêt dans le contexte du site et du réseau (si le périmètre du site mis en consultation est celui du site désigné ou proposé à la Commission européenne, la liste des espèces et habitats justifiant le site et figurant dans le formulaire standard de données transmis à la Commission européenne doit rester la même).
 - la superficie du site proposé (par calcul SIG, dans la projection de référence : Lambert 93) ;
 - des éléments d'information générale sur les conséquences d'une proposition de site et sur la gestion concertée des sites (comités de pilotage, documents d'objectifs, orientations de gestion...).

3) Contenu du dossier d'information sur les propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale

Le dossier d'information sur les propositions de sites Natura 2000 au-delà de la mer territoriale pourra être constitué des mêmes pièces que pour le dossier de consultation réglementaire listées ci-dessus.